

**Transition vers le marché du travail des jeunes immigrants
nouvellement arrivés :
Une étude dans trois provinces
Ébauche 5, 7 juillet 2010**

Rapport soumis au Secrétariat national de Metropolis

Lori Wilkinson, Université du Manitoba¹
Sean Lauer, Université de la Colombie-Britannique
Rick Sin, Université McMaster
A. Ka Tat Tsang, Université de Toronto
Miu Chung Yan, Université de la Colombie-Britannique

¹ Auteure-ressource et chercheuse principale. Coordonnées : Département de sociologie, Université du Manitoba, 183, chemin Dafoe, Winnipeg (Manitoba) R3T 2N2.

Sommaire

- Ce projet se penche sur les aspects de la transition des études vers le marché du travail d'un groupe de jeunes nouveaux arrivants. À l'aide de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada (ELIC) de Statistique Canada ainsi que d'un échantillon apparié de 82 jeunes provenant de Vancouver, de Winnipeg, d'Hamilton et de Toronto, nous avons appliqué des méthodes quantitatives et qualitatives afin de faire le point sur la transition des études vers le marché du travail des jeunes immigrants qui sont arrivés au Canada entre octobre 2000 et septembre 2001. Grâce à ces sources de données combinées, nous avons pu faire le suivi de l'intégration de jeunes de 15 à 29 ans, pendant les sept premières années suivant leur arrivée au pays.
- Les jeunes nouveaux arrivants sont très scolarisés à leur arrivée. Un peu plus de 60 % des répondants de l'ELIC ont un niveau de scolarité plus élevé qu'un diplôme d'études secondaires, le quart détenant même un baccalauréat. Près d'un répondant sur cinq a fait des études secondaires sans les terminer, et 16,7 % des répondants ont un diplôme d'études secondaires sans avoir tenté de poursuivre leurs études. Certains ont fait partiellement ou entièrement leurs études primaires (2,8 %), mais les répondants qui sont arrivés au Canada sans avoir fait d'études sont très rares (0,3 %). Les niveaux de scolarité relevés dans l'échantillon de l'ELIC correspondent étroitement à ceux du groupe interviewé.
- Des nouveaux arrivants qui se sont inscrits à l'école secondaire à leur arrivée, 71 % accusent au moins un an de retard scolaire comparativement aux étudiants nés au Canada. Habituellement, un étudiant né au Canada commence sa 9^e année à 14 ou à 15 ans; d'après les conclusions tirées par l'ELIC, les nouveaux arrivants (peu importe leur sexe, leur catégorie d'admission ou leur pays d'origine) risquent davantage d'être en retard dans leurs études secondaires. Certains suivent des cours de rattrapage. Toutefois, deux ans après leur arrivée au pays, 56 % des nouveaux arrivants de l'échantillon accusent encore une année ou plus de retard dans leurs études secondaires. Puis, quatre ans après leur immigration, seulement 55 % des jeunes qui étaient âgés de 15 à 19 ans à leur arrivée (et qui ont alors de 19 à 23 ans au moment de la conclusion de l'ELIC) ont fini leurs études secondaires. Ce taux est beaucoup plus faible que les 82 % des étudiants canadiens du même âge (Statistique Canada, 2008). Les répercussions politiques de cette situation sont importantes, puisque la plupart des provinces imposent un âge limite auquel les étudiants doivent quitter le système d'éducation subventionnée par l'État.
- Certains facteurs influent sur le parcours d'études secondaires des jeunes immigrants, notamment leur sexe, leur région d'origine et leur maîtrise de la langue, pour ne nommer que ceux-là. Les hommes, surtout ceux venant de l'Afrique et des Caraïbes, sont ceux qui ont le plus de rattrapage à faire dans leurs études secondaires; ils accusent en moyenne deux années de retard comparativement aux étudiants du même âge nés au Canada. Les femmes de l'Afrique et des Caraïbes s'en trouvent tout aussi désavantagées, mais leur pente est plus raide, ce qui veut dire qu'elles rattrapent les Canadiennes du même âge plus rapidement que les hommes. Les jeunes qui arrivent en tant que réfugiés ou qui sont inscrits dans des classes de français comme langue seconde, d'anglais comme langue additionnelle ou d'anglais comme second dialecte sont plus susceptibles de se retrouver à un niveau trop faible pour leur âge et d'avoir de la difficulté à terminer leurs études secondaires.

- Les nouveaux arrivants sont très nombreux à retourner aux études à leur arrivée au Canada, mais ils ont de la difficulté à les terminer. Plus de 80 % des jeunes immigrants qui arrivent au Canada sans diplôme d'études secondaires n'ont toujours pas terminé ces études quatre ans plus tard. Pour cette même période, 89 % des jeunes immigrants ayant entrepris des études postsecondaires ne les ont pas terminées, et les trois quarts des jeunes arrivants qui détiennent un diplôme d'études secondaires n'ont pas poursuivi leurs études.
- Ceux qui arrivent au Canada avec des certificats professionnels ou autres diplômes, surtout ceux qui détiennent des diplômes universitaires, ont de la difficulté à faire reconnaître leurs titres de compétences dans le système d'éducation et sur le marché du travail. Le tiers des répondants ayant un diplôme universitaire doivent encore suivre une sorte de formation postsecondaire quatre années après leur arrivée; d'autres doivent même refaire leurs études secondaires. Les entrevues qualitatives que nous avons menées corroborent les conclusions tirées par l'ELIC : les jeunes immigrants qui détiennent un diplôme postsecondaire avant leur arrivée au pays réussissent difficilement à faire évaluer leurs études, et leur transition vers le marché du travail est compliquée.
- Au cours des entrevues qualitatives appariées, certains participants ont mentionné la difficulté qu'ils ont à faire reconnaître leurs études secondaires et postsecondaires. Nous avons questionné plusieurs étudiants universitaires qui ont été obligés de retourner à l'école secondaire pendant un maximum de trois ans afin d'avoir le droit de s'inscrire à une université canadienne. Certains se sont fait dire, avant d'immigrer au Canada, qu'il leur serait facile de faire reconnaître leurs études universitaires.
- Le rendement économique des immigrants qui retournent à l'école au Canada est inégal. Pour certains jeunes, notamment ceux venant de France et des États-Unis, le rendement de leurs études canadiennes s'est avéré très positif. D'autres, comme ceux venant de Taiwan et de Hong Kong, comptent un plus grand nombre d'années de scolarité au Canada, mais ont de très faibles salaires lorsqu'ils entrent sur le marché du travail. Enfin, un petit investissement dans des études au Canada a eu d'importantes retombées économiques pour certains répondants.
- Les femmes, les minorités victimes de racisme, les immigrants qui sont très jeunes lorsqu'ils immigreront et ceux qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires ou postsecondaires à leur arrivée sont ceux qui ont le plus de difficulté à se trouver un emploi (à temps plein ou à temps partiel) six mois, deux ans et quatre ans après leur arrivée. Les incidences de la classe d'admission sont mixtes; les immigrants des classes d'affaires ou de réfugiés risquent moins de se trouver un emploi dans les six mois, deux ans et quatre ans suivant leur arrivée, alors que ceux qui maîtrisent une des deux langues officielles du Canada se trouvent plus facilement un emploi au cours de ces mêmes périodes. Le capital social a également des conséquences mixtes : les répondants qui ont de la famille déjà établie au Canada avant qu'ils immigreront risquent de se trouver un emploi plus facilement dans ces mêmes périodes.
- Les femmes, les minorités raciales et les immigrants qui n'ont pas de diplômes d'études secondaires ou universitaires à leur arrivée trouvent également qu'il est plus difficile de se trouver un emploi à temps plein dans les six mois, deux ans et quatre ans suivant leur arrivée. Statistiquement, l'incidence de la catégorie d'admission et du niveau de maîtrise de la langue sur le fait de se trouver un emploi à temps plein est limitée, mais le fait d'être parrainé peut aider à se trouver un emploi à

temps plein dans les six mois et deux ans suivant l'arrivée. Les incidences du capital social dépendent du nombre d'années qui se sont écoulées depuis l'arrivée.

- Les réseaux familiaux et sociaux semblent jouer un grand rôle dans la participation des immigrants au marché du travail et dans leur réussite à trouver un emploi à temps plein, mais les jeunes nouveaux arrivants qui ont été interviewés ont réduit ce rôle. Ils ont eu tendance à minimiser l'importance des réseaux familiaux dans leur recherche d'emploi, disant que leurs parents et les membres de leur entourage n'ont pas les réseaux sociaux nécessaires pour trouver un bon emploi. Les participants aux entrevues qualitatives ont affirmé miser davantage sur leurs réseaux d'amis à cette fin.
- Bon nombre des participants ont dit qu'ils utilisaient les services d'emploi du gouvernement et d'organismes non gouvernementaux d'aide aux immigrants afin de se trouver du travail. La plupart d'entre eux se disent satisfaits de l'aide qu'ils reçoivent, mais d'autres estiment que de nombreux programmes font fi des enjeux propres aux jeunes nouveaux arrivants. Nombre des participants ont affirmé que les services d'emploi sur les campus devraient davantage tenir compte de leurs besoins spéciaux afin que l'aide offerte soit plus appropriée.
- Le bénévolat est populaire auprès des jeunes nouveaux arrivants, qui sont nombreux à parler positivement de leur expérience. Certains ont réussi à se trouver un emploi grâce à cette expérience, et certains affirment que le fait d'avoir pu pratiquer leur français ou leur anglais au travail leur a été très utile. Néanmoins, d'autres sont très insatisfaits de leurs expériences de bénévolat. De nombreuses organisations gouvernementales et non gouvernementales proposent aux immigrants de faire du bénévolat comme façon d'entrer sur le marché du travail. Le problème, c'est que bon nombre de possibilités de bénévolat frisent l'exploitation (comme les plongeurs bénévoles) et ne permettent aucunement à l'immigrant d'accroître ses compétences linguistiques ou techniques.
- De nombreux nouveaux arrivants qui ont participé aux entrevues qualitatives ont été victimes de discrimination, notamment de discrimination raciale dans les entrevues d'emploi et au travail. D'autres ont affirmé que leur statut d'immigrant les empêchait de se trouver un emploi, particulièrement au gouvernement, où certains postes exigent le statut de résident permanent.
- Les jeunes immigrants de notre étude ont cité la barrière linguistique et la discrimination dont ils sont victimes à cause de leur accent comme principaux obstacles à leur recherche d'emploi. Leur accent les empêche de se trouver du travail et nuit aux interactions qu'ils ont avec les clients après leur embauche. L'une des expériences la plus frustrante de leur intégration est la difficulté qu'ils ont à se faire comprendre d'autres Canadiens.
- La transition des études vers le marché du travail des nouveaux arrivants est semblable à bien des égards à celle des jeunes nés au Canada. Ils ont tous l'inquiétude de savoir s'ils réussiront à se trouver un emploi, surtout pendant la récession de 2009, s'ils réussiront à se trouver un emploi dans leur domaine, et s'ils devront accepter un emploi avec peu ou pas de possibilité d'avancement afin de subvenir à leurs besoins.
- Plusieurs jeunes nouveaux arrivants de notre échantillon ont traversé la frontière; frustrés de ne pas trouver d'emploi dans leur domaine, ils ont décidé de quitter le Canada. Certains reviennent

toutefois après quelques mois ou quelques années, puisque le marché du travail à l'échelle mondiale se rétrécit. Mais bon nombre de répondants se sont dits très déçus de ne pas réussir à se trouver un bon emploi au Canada et envisagent sérieusement de quitter le pays.

- Ce qui se dégage clairement de l'ELIC et des entrevues est qu'il n'existe pas de parcours unique pour faire la transition des études vers le marché du travail. Les parcours des nouveaux arrivants sont tout aussi variés que ceux des jeunes nés au Canada. Le fait de devoir refaire certaines études, faire reconnaître leurs titres de compétences étrangers, apprendre une nouvelle langue et se familiariser à une nouvelle culture peut compliquer leur parcours. Ils ont toutefois des points en commun avec les jeunes nés au Canada, comme la frustration liée à la recherche d'un bon emploi et à la survie pendant une récession.
- Un plus grand nombre de programmes et de services destinés précisément aux jeunes nouveaux arrivants pour les aider à faire la transition des études vers le marché du travail s'impose. Ces programmes doivent s'attarder aux problèmes liés à la reconnaissance des titres de compétences étrangers, à l'acquisition d'expérience « canadienne » acceptable, à la formation et au perfectionnement linguistiques ainsi qu'à l'offre d'information sur le fonctionnement du système scolaire et du marché du travail du Canada.
- Il faut déployer davantage d'efforts pour aider les nouveaux arrivants à terminer leurs études secondaires. L'exécution de programmes qui aident les réfugiés, les hommes, les immigrants venant de l'Afrique et des Caraïbes ainsi que ceux qui suivent des cours de langue pourrait contribuer à accroître le taux de réussite scolaire de ces groupes. Les conseils scolaires pourraient revoir l'âge limite des étudiants, ou augmenter le financement versé aux jeunes plus âgés afin qu'ils puissent obtenir leur diplôme d'études secondaires. Certains conseils scolaires et organismes d'aide aux immigrants appliquent des « pratiques exemplaires ». Le problème est que très peu de mécanismes sont en place pour diffuser ces idées. Il serait donc utile d'investir davantage dans le transfert de ces pratiques.
- Les conseils scolaires devraient collaborer étroitement avec les organismes d'aide aux immigrants afin d'offrir aux nouveaux arrivants davantage de programmes sur les études postsecondaires et les réalités du marché du travail. Ceux qui ont l'expérience de ces programmes d'intégration les trouvent très utiles et pourraient aider les jeunes à en tirer parti.
- La reconnaissance des titres de compétences n'est pas qu'un problème pour les immigrants adultes. À la lumière de l'ELIC et des entrevues, il est clair que les écoles n'ont pas les ressources nécessaires pour évaluer les études secondaires et postsecondaires des nouveaux arrivants.